GUSTAVE FRANCQ

Bolchévisme ou Syndicalisme

LEQUEL ?

Publié par

Le Monde Ouvrier de Montreal

1919



Prix : 10 cents

MES RAISONS DE COMBATTRE LE BOLCHEVISME

DES FAITS

PROBLEMES OUVRIERS ET LEUR SOLUTION

Le remède au Bolchévisme ne consiste pas à faire des déclarations, ni à adopter des résolutions, mais à exercer des activités normales.

SAM. GOMPERS,
Président de la Fédération Américaine du Travail, à la convention d'Atlantic City, juin 1919.

Il n'est pas de pires ennemis de l'Amérique que les Bolchévistes américains et la bande de politiciens qui s'en font les complices. Il nous faut donc comprendre très clairement ce que les Bolchévistes ont essayé de faire en Russie, après une année de pouvoir, ce qu'ils ont fait pour, ou plutôt, ce qu'ils ont fait à la Russie.

Ils ont répudié absolument l'idée d'une démocratie garantissant à chaque individu ses droits, mais limitant aussi sa puissance à faire le mal. Leur effort visait la création d'un état social, sur le modèle marxiste, donnant au prolétariat, comme classe, le droit de voler et de détruire toutes les autres classes de la société.

Ils ont opprimé et pillé également les oppresseurs et les pervers qui les avaient précédés et les champions du droit et de la liberté. Ils n'ont pas attaqué avec plus de violence, ni de haine, le bureaucrate corrompu ou le riche propriétaire terrien d'autrefois, coupables d'avoir négligé tous leurs devoirs, que le petit boutiquier, l'artisan habile, le fermier frugal ou le travailleur économe, qui, ayant fait quelques épargnes et commençant à vivre décemment, furent en butte à leurs dénonciations sous prétexte qu'ils avaient adopté les "tons bourgeois".

Les partisans de Trotsky et de Lenine n'ont qu'une leçon à donner au peuple américain: Ce qu'il faut éviter.

Feu le Colonel ROOSEVELT,
dans le *Metropolitan Magazine* de décembre 1918.

CHAPITRE I

MES RAISONS DE COMBATTRE LE BOLCHEVISME

LORSQUE, après de longues années d'oppression, les travailleurs de la Russie prirent le contrôle du gouvernement de leur pays, le monde civilisé de l'univers entier attendait beaucoup du système nouveau qui remplaçait l'autocratie. Une occasion unique se présentait de constituer une forme idéale de gouvernement populaire. Le torrent révolutionnaire avait emporté l'ancien état de choses. Les anciens gouvernants, leurs méthodes bureaucratiques, leur tyrannie et leur cruauté avaient été extirpés comme par le scalpel du chirurgien. Un sol vierge s'offrait à la culture d'un ordre de choses nouveau. l'on croyait avoir sous la main les éléments nécessaires à la formation d'une république démocratique, et l'on espérait une législation qui servirait de modèle aux démocraties futures.

Combien différente est la tragédie russe à laquelle nous assistons aujourd'hui! Et c'est, je l'avoue, l'une des principales raisons qui me font haïr le Bolchévisme. Ce n'est pas seulement ce que le Bolchévisme a fait en Russie, mais c'est surtout le discrédit qu'il a jeté sur la cause ouvrière en dehors de la Russie qui afflige ceux qui se consacrent à l'émancipation du prolétariat. Le régime de Lenine et de Trotsky a fait perdre aux ouvriers du monde les fruits d'un essai de gouvernement populaire d'où pouvaient découler de magnifiques résultats. Il a marqué de son nom exécré et de ses actes hideux les légitimes aspirations du travail, et fait que, en trop de circonstances, d'âpres capitalistes sans principes représentent les efforts justes et raisonnables du mouvement ouvrier comme autant de tentatives de Bolchévisme russe.

D'agressive qu'elle avait droit d'être, la cause ouvrière au Canada et ailleurs a été mise sur la défensive par le Bolchévisme russe, qui,

au lieu d'aider au travail organisé a fourni au capitalisme une arme dont il s'est empressé de se servir sans merci et sans scrupule. Le Bolchévisme devient la désignation populaire de tout mouvement d'amélioration générale entrepris au nom du travail. Ne serait-ce que pour cette raison, le travail organisé serait en droit d'abhorrer le Bolchévisme, beaucoup plus en droit de le condamner et de le désavouer en paroles et en actes que le capitalisme pimpant d'Angleterre et d'Amérique qui a trouvé en Lenine et Trotsky des alliés d'une valeur inappréciable.

En condamnant le Bolchévisme je n'ignore aucunement les causes qui y ont conduit. Le Bolchévisme est le fruit des souffrances des serfs opprimés et exploités durant des siècles; le produit d'un système qui trop longtemps a enrichi le petit nombre et appauvri le grand nombre. Il est né de la misère, des pleurs et des douleurs de millions de moujiks; de la débauche et de la trop pleine jouissance d'une aristocratie sans coeur et sans entrailles.

Le Bolchévisme ne pouvait prendre racine que dans l'ignorance et la superstition. Il ne pouvait se faire des adeptes que parmi la plèbe courbée sur un sol ensanglanté où ne croissent que ronces et épines, que parmi ceux qui depuis des temps séculaires, produisaient sans jamais avoir pu jouir du fruit de leur labeur. Plus la misère est grande, plus son emprise est puissante; mais plus l'intelligence est développée, plus les conditions sociales sont égalitaires, moins il domine, moins il attire, moins il captive. On aurait pu arrêter son développement, on aurait pu l'endiguer comme le torrent impétueux et se servir de ses théories égalitaires pour faire luire sur l'humanité le soleil radieux de la liberté et de l'émancipation, en donnant au peuple sur lequel il règne aujourd'hui en triomphateur ce que la démocratie a besoin pour vivre et se développer: des lois plus justes et plus humaines, moins de knout et plus de livres, moins de prisons et plus d'écoles, moins de superstition et plus d'instruction, moins de garde-chiourmes et plus de professeurs. L'autocratie russe sous le Tsar a préféré étouffer la grande voix du peuple demandant la

liberté et des réformes. Elle a préféré la peine de mort, oubliant que la violence appelle la violence, qu'on n'arrête pas la vérité dans sa marche, et que refuser au peuple les réformes qu'il demande pacifiquement c'est courir le risque qu'il se fasse justice lui-même et qu'il réforme par la force. Ce principe inexorable du progrès humain a été méprisé par l'autocratie russe. Sera-t-il méprisé aussi par le capitalisme auquel il appelle avec autant d'instances que les ouvriers et les paysans russes appelaient au Tsar?

La violence et l'injustice ont succédé à la violence et à l'injustice en Russie, mais le peuple russe est aussi loin de l'émancipation aujourd'hui qu'il l'était avant. A la dictature du Tsar a succédé la dictature de Lenine et de Trotsky accompagnée du meurtre, de la misère et de l'oppression. La loi de la force brutale est appliquée avec une énergie féroce. Les doctrines d'égalité prêchées par les apôtres d'un prolétariat émancipé sont disparues dans le tourbillon de la révolte populaire. Le monde est menacé de la dictature d'un prolétariat d'autant plus dangereux qu'il est ignorant, d'autant plus cruel qu'il n'a jamais connu autre chose que la violence, d'autant plus avide de posséder et de jouir qu'il a toujours vécu dans la pire pauvreté et que la vie a toujours été pour lui un long cauchemar et un calvaire de souffrances et de douleurs.

La réaction en Russie a été terrible mais elle a dépassé le but. Les penseurs n'y ont pas trouvé le triomphe de leurs idées et ce ne sont pas ceux qui désiraient l'émancipation véritable du peuple par des lois justes et l'établissement d'un gouvernement vraiment démocratique — garantissant à tous une liberté pleine et entière, — qui eurent la direction des affaires dans cette révolution sociale. Les penseurs et leaders ouvriers en Russie ont été ignorés et méprisés. Leurs longues années d'efforts et de sacrifices n'ont pas compté. Un groupe inspiré par la passion les a mis à mort après s'être choisi pour chefs des hommes dépourvus d'idéal et de sincérité et n'obéissant qu'à leurs instincts féroces. Ces hommes sont devenus des oppresseurs de la démocratie, étouffant les protestations de leurs victimes par la

terreur, ils se sont servis du prolétariat pour se proclamer dictateurs et autocrates ; et se maintiennent au pouvoir par la satisfaction des appétits de leurs partisans, transformant ainsi le régime du prolétariat, conscient de ses droits mais aussi de ses devoirs, en une dictature honteuse et sanglante.

Sous ce régime soi-disant socialiste et communiste, toutes les institutions qui constituent une véritable démocratie ont été détruites, la force brutale et la violence suppriment ou oppriment tous ceux qui s'opposent à la tyrannie politique et économique.

Aucun système de gouvernement démocratique ne peut se stabiliser à moins d'être basé sur la justice, la liberté, et l'égalité de tous devant la loi. Confisquer la propriété, la richesse, l'industrie ou le commerce d'un citoyen, parce qu'il n'appartient pas au prolétariat, c'est commettre une injustice, même si la confiscation se fait au bénéfice de la masse ; mais priver celui-ci de ses droits de citoyen, après l'avoir dépouillé, le punir parce qu'il a possédé, est un véritable crime et un acte contraire à la saine doctrine démocratique.

Qu'un pays contrôle tous les moyens de production et de distribution, c'est réalisable et nécessaire même pour le bien commun ; mais aucune société ne peut se réclamer de la démocratie si elle crée des inégalités parmi ses citoyens. Le contrôle de l'Etat doit être le fait du concours de tous et non d'une classe ou d'une caste, qu'elle soit militaire ou capitaliste, ou composée d'ouvriers, de paysans et de soldats.

L'injustice est toujours l'injustice, le crime toujours le crime, faire le mal même pour atteindre un but louable est toujours le mal. La démocratie est l'antithèse de la dictature et de l'oppression.

Le système Bolchéviste est contraire au développement de la démocratie parce qu'il n'est rien moins qu'une dictature basée sur le crime, l'injustice et l'inégalité devant la loi. C'est l'intolérance même avec, pour devise : *Liberté la plus large pour une classe et oppression la plus complète pour les autres.*

Telle est l'opinion des socialistes les mieux informés et des travaillistes les plus éclairés du monde, exprimée à la convention internationale socialiste et ouvrière tenue à Berne (Suisse), en février dernier, sous la forme d'une résolution intitulée *"Démocratie et dictature"*, résolution qui fut appuyée par les délégations de Suède, d'Allemagne, de Russie, d'Esthonie, Lettland, Georgie, Alsace, Argentine, Danemark, Bulgarie, Arménie, Hongrie, Finlande, Grande-

Bretagne, Pologne, Canada, Ukraine, la minorité de France et d'Italie, et la moitié de la délégation de l'Autriche Allemande. Cette mémorable résolution contenait ce qui suit:

DEMOCRATIE ET DICTATURE

La Conférence salue les grandioses révolutions politiques qui, en Russie, en Autriche-Hongrie et en Allemagne, ont brisé l'ancien régime impérialiste et renversé leurs gouvernements.

La Conférence invite les masses ouvrières et socialistes de ces pays à développer des institutions démocratiques et républicaines dans le cadre desquelles puisse s'accomplir l'oeuvre de transformation socialiste. En ces heures décisives, alors que le problème de la refonte socialiste du monde revêt un caractère d'actualité brûlante qu'il n'avait jamais eu jusqu'ici, les masses ouvrières doivent arriver dans leur unanimité à la pleine lumière sur les voies qui les conduiront à leur émancipation.

Pleinement d'accord avec tous les congrès de l'Internationale, la Conférence de Berne demeure inébranlablement placée sur le terrain de la démocratie. Une réorganisation sociale, toujours plus profondément pénétrée de socialisme, ne peut être réalisée ni surtout stabilisée si elle ne repose sur les conquêtes de la démocratie et si elle ne plonge ses racines dans les principes de la liberté.

Ces institutions constitutives de toute démocratie: la liberté de parole et de presse, le droit de réunion, le suffrage universel, le système parlementaire avec les institutions qui garantissent la collaboration et les décisions populaires, le droit de coalition, etc., sont pour le prolétariat, en même temps, les instruments de sa lutte de classe.

A l'occasion d'un certain nombre de faits qui se sont produits récemment, la Conférence tient à mettre en pleine lumière le caractère constructif du programme socialiste. La socialisation véritable implique un développement méthodique dans les différentes branches de l'activité économique sous le contrôle de la nation démocratisée. Une prise de possession arbitraire de quelques exploitations par de petits groupes d'ouvriers n'est pas du socialisme: elle n'est rien d'autre qu'un capitalisme avec de nombreux actionnaires.

Si, dans la pensée de la Conférence, un développement socialiste effectif n'est possible que sous la loi de la démocratie, il s'en suit qu'il faut, dès le début, éliminer toute méthode de socialisation qui n'aurait aucune chance de gagner l'adhésion de la majorité du peuple. Le danger serait plus grand encore si une telle dictature s'appuyait seulement sur une partie du prolétariat. La conséquence inévitable d'un tel régime ne pourrait être que de paralyser toutes les forces du prolétariat par la guerre fratricide. La fin serait la dictature de la réaction.

Les délégués russes ont proposé l'envoi en Russie d'une commission composée d'éléments de toutes tendances socialistes, nommée par la Conférence, et qui serait chargée de faire à l'Internationale un rapport objectif sur la situation économique et politique en Russie. La Conférence se rend compte des difficultés que soulève une pareille tâche; pourtant, vu l'intérêt général que

présente pour la prolétariat de tous les pays la connaissance exacte de tous les faits qui se rapportent à ces fermentations populaires, elle donne mandat à la commission permanente d'organiser la délégation chargée de cette mission en Russie.

La Conférence décide de mettre le Bolchévisme à l'ordre du jour du prochain Congrès et donne mandat à la Commission permanente de mettre la question en état.

Mais, dès maintenant, la Conférence tient à appeler l'attention sur ce fait: la disette et la misère que la guerre a déchaînées sur le monde entier et surtout sur les pays vaincus, devaient engendrer la désorganisation sociale. Au lieu de se servir du bolchévisme comme d'un épouvantail et de dénoncer sous ce nom tout soulèvement de prolétaires réduits au désespoir, les gouvernements devraient se rendre compte de leur propre responsabilité. Des forces contre-révolutionnaires sont déjà partout à l'oeuvre. La Conférence met en garde ceux qui à cette heure ont entre leurs mains le sort du monde contre les dangers d'une politique d'impérialisme et aussi d'une politique d'asservissement militaire ou économique des peuples. Elle invite les socialistes du monde entier à serrer les rangs, à ne pas livrer les peuples à la réaction internationale et à tout faire pour que le socialisme et la démocratie qui fait corps avec lui triomphent partout.

La résolution qui précède, et qui s'explique d'elle-même, est en réalité une condamnation formelle et catégorique du système bolchéviste. Il est regrettable qu'un certain groupe d'ouvriers au Canada croient encore que le bolchévisme peut leur rapporter l'émancipation sociale et mettre fin à tous leurs maux. C'est une doctrine fatale qui ne nécessite d'autre réfutation que les crimes et les misères qui ont accompagné la domination de Lenine et de Trotsky en Russie du commencement de leur dictature jusqu'à nos jours. Au sujet de ces crimes et de ces misères les opinions et les conclusions ne s'accordent pas dans les groupes ouvriers. Il y a ceux qui croient que les péchés de Lenine et de Trotsky ont été exagérés pour servir les intérêts du capitalisme et que la Russie d'aujourd'hui n'est pas le pays de meurtre, de famine et de désolation que l'on représente. J'ai fait un effort consciencieux pour arriver à la vérité sur ces accusations et contre-accusations. On trouvera dans les pages qui suivent le résultat de cet effort. Les rapports dans lesquels ces renseignements ont été pris sont tous officiels ou obtenus de sources reconnues authentiques. Et dans aucun cas ne me suis-je arrêté à des histoires de journaux ou à des allégations qui n'étaient pas appuyées par des noms et des dates. J'affirme en toute sincérité ma conviction que les renseignements donnés dans ces pages sont absolument dignes de foi.

CHAPITRE II

DES FAITS

DEUX rapports officiels décrivent avec une grande abondance de détail le régime des bolshévistes de Russie. L'un est le synopsis qui en a été fait devant le sous-comité du Sénat à Washington, par M. David R. Francis, ambassadeur des Etats-Unis en Russie, du mois d'avril 1916 au mois de novembre 1918. Sa position de doyen du corps diplomatique dans ce pays a fourni à M. Francis des moyens spéciaux qui lui ont permis de plus facilement se renseigner et observer. Sur aucun point son témoignage n'a été contredit par les diplomates d'autres nations qui se trouvaient près de lui et parmi lesquels se trouvaient, naturellement, les représentants des nations neutres. L'autre document officiel est une collection de rapports qui ont été présentés au Parlement de la Grande-Bretagne, puis déposés sur la table de la Chambre des Communes du Canada, le 29 avril, 1919. Chacun de ces rapports est tellement rempli de détails si précis, ils couvrent de si nombreuses initiatives et un champ d'action si vaste qu'on peut à peine supposer que des personnes puissent croire que les preuves données sont de pures inventions dont le but est de noircir la réputation des chefs bolchévistes. Ces rapports donnent un formel démenti à toutes les prétentions des amis du bolchévisme russe.

TEMOIGNAGE DE CHEFS SOCIALISTES ET DE LEADERS OUVRIERS

Herman Geulich, un des plus vieux et des plus éminents socialistes d'Europe, ami de toujours de Karl Marx et de Frederich Engels, déplorait récemment, dans une interview, la condition de la Russie. Il dit que:

> "Nous devons donner au socialisme la chance de se développer et aussi donner à la nature humaine la chance de progresser jusqu'à lui; vous ne pouvez pas socialiser les choses de vive force... ce n'est pas du socialisme, dans tous les cas, ce n'est pas du socialisme scientifique que de résoudre un problème en en créant un autre... Le bolchévisme est voué à la banqueroute parce qu'il n'a rien sur quoi s'appuyer au double point de vue de la science et de l'économie pratique."

Catherine Breshkovsky, connue sous le nom populaire de "Grand'mère de la Révolution Russe", qui a souffert abondamment pour la cause, a fait une déposition à Washington et écrit beaucoup dans les journaux depuis qu'elle est en Amérique. De la Russie sous le régime bolchévique elle dit:

"Inondée de larmes et de sang, la Russie gémit et crie vers le monde. Elle est un corps vivant, et ses tortures ne peuvent pas être regardées avec une froide indifférence comme une expérience extraordinaire autant qu'inouïe d'évolution sociale. Elle est vivante et perd son sang par tous les pores."

Samuel Gompers, président de la Fédération Américaine du Travail, devant la Fédération Civile Nationale, à New-York, le 18 avril, 1919, a dit:

"Théoriquement, le bolchévisme est une impossibilité. De fait, s'il était mis en pratique, ou s'il pouvait être mis en pratique il provoquerait la décadence ou la perversion de la civilisation à notre époque. A mes yeux, l'histoire de Samson désespéré renversant les colonnes du Temple est un exemple parfait de ce que veut dire le bolchévisme. Je ne veux pas que tout ce qu'il y eut de génie dans les siècles passés soit dispersé à tous les vents. Et je ne veux pas que les quelques services que j'ai pu rendre, depuis déjà de longues années, en essayant par une méthode constructive à améliorer les conditions sociales, soient détruites par un acte de fol désespoir. Et je puis bien vous dire qu'il est temps pour nous de voir à ce que notre maison soit maintenue en bon ordre."

Vladimir Boursteff, pendant trente ans champion de la liberté contre le Tsar, en Russie, ancien exilé de Sibérie, a écrit à Bernstein, avant le départ de ce dernier pour l'Amérique, une lettre ouverte dans laquelle il dit:

"Lorsqu'on vous demandera dans quelles conditions, nous autres Russes, nous vivons ici, veuillez décrire ces conditions par une seule phrase — C'EST UN ENFER!"

Titoff, membre socialiste de la délégation russe qui a visité Londres, l'hiver dernier, a dit dans une déclaration publique:

"Sous le manteau du socialisme la tyrannie a été restaurée. La situation qui a été créée dans la Russie du Nord et du Centre menace d'y produire l'inanition générale, de compléter la ruine de toute vie économique, l'annihilation des classes de Russes instruits et de la civilisation russe."

M. Tchaikofsky, chef du gouvernement provisoire de la Russie du Nord, et socialiste révolutionnaire, disait récemment dans un manifeste:

"En Russie, cette usurpation prend la forme du gouvernement non interrompu du pays réduit à "l'état de siège" et sur "pied de guerre", le système employé par le gouvernement du Tsar pour gouverner le pays jusqu'en 1917, à l'exception du court intervalle de 1905-1906 pendant laquelle se produisit la première Révolution russe. Le règne des Soviets a établi ce régime politique après le coup d'état du mois d'octobre 1917. Depuis lors elle a réussi à commettre plus de crimes et de violations que le gouvernement Tsariste n'en avait commis pendant les vingt-sept années de sa dictature militaire dénaturée."

Maxim Gorky, une grande figure littéraire de Russie, et lui-même professant les principes bolshévistes, travaillant aux côtés de Lenine et de Trotsky, a publié dans son journal, qui a été supprimé à cause de cela, les attaques peut-être les plus violentes qui aient été dirigées contre leur gouvernement. Voici l'une de ses déclarations:

"Fatigué de la guerre, et très malheureux, ce peuple a déjà payé de plusieurs milliers de vies "l'aventure Lenine". Elle va lui en coûter encore des milliers de plus. Mais cette atroce tragédie n'inspire à Lenine aucune hésitation, parce que Lenine est l'esclave du dogme et que ses partisans sont ses esclaves à lui. Lenine ne connaît pas le peuple. Mais il sait — d'après ses livres — comment soulever les masses et comment exciter leurs pires instincts. Les classes ouvrières sont pour Lenine ce que les minerais sont pour le métallurgiste.... Le vol et le pillage augmentent de jour en jour. La pratique des pots-de-vin se généralise de plus en plus. Tout ceci conduira fatalement, et, dans certains endroits, a déjà conduit, à la guerre de tous contre tout, au chaos le plus absurde, à la destruction et à l'assassinat universels."

Oscar Tokoi, ancien premier ministre socialiste de la Finlande:

"Une petite majorité seulement appuie le gouvernement bolshéviste, et, ce qui est pire, aux partisans de ce gouvernement se rallient tous les apaches, les détrousseurs, et autres bandits auxquels cette période de confusion offre un champ superbe pour l'action individuelle."

M. H. V. Keeling, qui s'est échappé de Russie et qui s'y était rendu, il y a plus de cinq ans, pour y enseigner certains procédés de lithographie et d'imprimerie et qui, par conséquent, possède une connaissance intime, des conditions produites par le régime bolchéviste, a donné à la *Westminster Gazette* (Londres) une interview dans laquelle il donne une description détaillée et déchirante des misères endurées par le peuple. Entre autres choses il dit:

"Le bolchévisme, de fait, est devenu une question d'intérêt pour sa classe privilégiée, et Lenine et Trotsky sont obligés de continuer à nourrir le petit nombre, à affamer le grand nombre, et à fusiller ceux qui protestent.

"C'est terrible de vivre en Russie à l'heure présente. Lorsque vous vous promenez dans Pétrograd vous ne voyez personne rire ni même sourire. Les hommes et les femmes sont comme des ombres, et les petits enfants sont tellement épuisés qu'ils ont l'air d'être tout yeux. Et tout le temps des gens disparaissent sans que personne sache ce qu'ils sont devenus. Il y a cinq ans Pétrograd avait une population de 2,400,000 âmes, aujourd'hui il en reste à peine 700,000.

"Je suis un ouvrier et un trade unioniste, mais je n'aime pas entendre des ouvriers anglais parler du bolchévisme comme d'une splendide et grande expérience qui mérite d'être copiée dans les autres pays... Je veux dire de plus que le socialisme ne gagnera rien de bon à se mêler au bolchévisme et à laisser croire au peuple que, s'il était mis à l'essai, le socialisme aboutirait à l'assassinat en masse et à faire mourir de faim des milliers de personnes. Et c'est ce qui arrivera si les ouvriers confondent le socialisme avec le bolchévisme, et supposent qu'un socialiste doit nécessairement appuyer les bolchévistes."

Le Conseil Exécutif du Parti Constitutionnel Ouvrier Britannique s'est réuni à Londres dans le mois de février et a lancé un manifeste demandant aux ouvriers d'appuyer le mouvement constitutionnel ouvrier contre le bolchévisme et la révolution; dans le manifeste il est dit ceci:

"La guerre a été gagnée par la loyauté et l'unité indéfectible de la masse du peuple. Qu'est-ce que vous allez faire de ce résultat — voulez-vous en faire autant que vous pourrez quelque chose qui ressemble le plus possible à l'enfer ou le plus possible au ciel. Si vous voulez l'enfer, lancez-vous dans cette entreprise. Arborez le drapeau rouge de la Révolution et vous verrez que vous avez créé pour vous, pour vos femmes et vós familles, un enfer comme Dante n'en a jamais décrit."

G. D. L. Horsburg, ingénieur en chef aux établissements textiles de MM. Egerton Hubbard, à Schusselburg, et qui s'est récemment échappé de Russie, explique, dans une lettre au *Manchester Guardian,* comment la théorie bolchéviste du gouvernement a failli dans la pratique. D'abord et surtout, dit-il, il y avait la nature utopiste de leurs propositions "qui ne pouvaient que mener à un désastre," et ensuite ils ont été incapables de nourrir le peuple sans compter nombre d'autres conditions telles que la diversité de race et de caractère du peuple, le manque de coopération, etc. Il poursuit:

"Pour faire face à ces difficultés les bolshévikis furent poussés à l'adoption de méthodes étrangères à leurs plus chers idéals. Ils abolirent la liberté de la presse et la liberté de la parole. Ils rétablirent la peine capitale, l'arrestation et la confiscation de la propriété sans procès, et allèrent plus loin que l'autocratie n'avais jamais osé aller. En Russie, seuls furent assurés d'avoir suffisamment à manger les soldats et les marins de l'Armée Rouge et de la

flotte, et c'est avec ces derniers que les Bolchévistes se sont maintenus. Finalement, détestés de la grande majorité des Russes, privés de tout commerce avec le monde extérieur, mourant de faim, insolvables et isolés, ces hommes ont vu rouge et ont institué un régime de terreur pire que celui de la Révolution Française.... La Russie... ou cette partie de la Russie qui est sous la domination bolchéviste est devenue une boucherie... Les ouvriers ne pouvaient plus être ramenés au travail, les esprits devinrent complètement abattus et apathiques, la spéculation, en dépit de tous les efforts pour l'enrayer, se fit à un degré incroyable, la subordination et la corruption régnèrent partout comme auparavant.''

M. Philippe Jeannette, un professeur suisse, qui a percé les lignes bolchévistes, qui connaît bien la Russie et son peuple, et auquel les desseins des chefs bolchévistes ont été révélés pendant son voyage de Kazan à Moscou, parle des rêves farouches des bolchévistes pour la conquête du monde et exprime tout son étonnement du vaste ''déploiement de puissance militaire'' presque exclusivement composé de Lettes et de Hongrois, organisé pour cette fin. Il recommande que des mesures énergiques soient prises avant qu'il ne soit trop tard, ''autrement l'Europe sera plongée dans un océan de sang''. Dans leurs plans, après l'invasion de l'Allemagne et de l'Autriche, les chefs comptaient que les Allemands et les Autrichiens se joindraient à eux en très grand nombre pour combattre les Français et les Anglais dans un esprit de ''revanche immédiate''. Dans un paragraphe, il déclare:

''La cruauté et la bestialité des Lettes, qui occupent presque tous les postes importants dans le gouvernement bolchéviste, dépassent tout ce que l'on peut croire. Les horreurs de Kasan, cet endroit où 250 hommes, femmes et enfants furent murés dans une cave et laissés là à mourir de faim, ont été perpétrées sur l'ordre du Commissaire Letton, attaché à l'armée bolchéviste.''

Sir George Buchanan, ancien ambassadeur d'Angleterre en Russie, a écrit dans la ***Fortnightly Review:***

''Les ouvriers de même que les paysans russes ont compris trop tard, au prix d'une amère expérience, le sens du bolchévisme et comment il a apporté la ruine à eux et à leur patrie. Liberté, ce mot d'ordre de la Révolution, est depuis longtemps lettre morte... elle est le monopole d'une unique classe, d'une minorité qui avec son Armée Rouge terrorise la majorité de la nation. Tous ceux qui n'acceptent pas les articles de la foi bolchéviste sont dépouillés de leurs droits de citoyens; tous les journaux qui n'appuient pas le gouvernement sont supprimés. La justice est inaccessible à moins d'être achetée, et la corruption est effrénée. Jamais, depuis l'époque d'Yvan le Terrible, la Russie n'a souffert pareille tyrannie; et quand, il y a quelques semaines, les bolchévistes ont craint que leur puissance allait diminuer, ils se sont livrés à une orgie de massacre et de pillage dans l'espoir d'intimider par la Terreur Rouge

le peuple et le tenir ainsi à sa merci. Personne n'a la vie sûre.... La procédure qui consiste à prononcer une sentence contre les individus est même jugée trop lente, les citoyens sont massacrés par bandes, et les Gardes Rouges ou les mercenaires chinois employés comme bourreaux ont le privilège de choisir leurs victimes sur la liste des proscrits."

A. J. Sack, directeur du Bureau Russe de Renseignements, à New-York, dit:

"Comme le dit dans son merveilleux message "au peuple américain" Catherine Breshkovsky, la "Grand'Mère de la Révolution Russe", conscience et symbole vivants du peuple russe, "l'obtention d'une assemblée Constituante était l'une des principales aspirations de la Révolution russe. Elle était à la veille de sa réalisation quand la révolte bolchéviste, en novembre, 1917, a arraché des mains du peuple cette belle possibilité de faire ses propres lois, de tracer la voie de son avenir, de créer une vie nouvelle conforme aux intérêts des masses, de fortifier la paix et de garantir le bien-être commun."

DROITS EGAUX ET LIBERTE INDIVIDUELLE

La Section 22 de la Constitution russe énonce les principes de gouvernement qui suivent:

"La République Russe des Soviets Socialistes Fédérés, reconnaissant l'égalité des droits pour tous les citoyens, sans égard à leurs attaches de race et de nationalité, proclame que tous les privilèges accordés sur ce point, de même que l'oppression des minorités nationales, sont une contradiction des lois fondamentales de la république."

D'après tous les témoignages qu'il a été possible de recueillir l'égalité des droits de citoyens est chose inconnue en Russie sous le régime bolchéviste. Ils sont unanimes à établir ce point que les minorités ont été opprimées d'une façon incroyable.

PRODUCTION

On avait fondé de grandes espérances sur l'augmentation de la production. De la nationalisation de la terre et son usage par les paysans est résultée la démoralisation de l'agriculture. Les paysans accumulent et cachent les produits qu'ils récoltent afin qu'ils ne leur soient pas enlevés. Quant à l'effet du régime sur l'industrie, en général, voici ce qu'en dit l'extrait suivant d'un rapport du Gouvernement britannique:

"....On donne ensuite un estimé de l'état des industries dans la Russie Centrale durant le mois d'octobre dernier. L'industrie métallurgique était pratiquement arrêtée. L'industrie de la toile ne donnait plus que 50 pour cent de sa production normale; et, le travail ayant diminué, les gens étaient

dans la misère et abandonnaient leur ouvrage pour s'en aller en quête de nourriture. Dans l'industrie de la laine, la production a baissé de 50 pour cent; il en est de même pour l'industrie du coton, dont 30 pour cent des moulins chômaient. L'industrie de la soie est pratiquement morte. La production du charbon a baissé de 60 pour cent, mais les récoltes ont été abondantes et les paysans ont fait de l'argent. Les tramways de Moscou et de Pétrograd ne donnaient plus que le quart de leur service ordinaire. Toutes les terres, les bâtiments, les machineries, etc., ont été nationalisés sans compensation pour leurs anciens propriétaires. Le résultat a été une stagnation complète, tous les intérêts privés ayant été détruits.''

RAISONS DU SUCCES BOLCHEVISTE

Les chefs avaient plusieurs éléments plastiques à manier dans une Russie désorganisée, troublée et vaincue...: les paysans qui forment plus de 75 pour cent de la population sont presque totalement illettrés, environ 10 pour cent d'ouvriers industriels et une armée dont officiers et soldats étaient affamés, miséreux et découragés; à cela ajoutez un flot de prisonniers libérés des prisons et des exilés de Sibérie.

La doctrine simple mais terriblement insidieuse que tout appartient au peuple, et les ordres donnés qu'on n'avait plus qu'à se servir et à jouir avaient un attrait extraordinaire sur les instincts frustes d'un peuple affamé.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Ce qui suit est reproduit des rapports du gouvernement britannique et est appuyé par des témoignages, officiels et autres, qui ont été recueillis en grand nombre dans toutes les parties de la Russie:

''Les bolchévistes ont aboli jusqu'aux formes les plus rudimentaires de la justice. Des milliers d'hommes et de femmes ont été fusillés sans même un simulacre de procès, et des milliers d'autres pourissent dans les cachots dans des conditions dont on ne trouve de parallèle que dans les pages les plus sombres de l'histoire des Indes et de la Chine.''

LE MILITARISME AGIT DE CONCERT AVEC LE BOLCHEVISME

La littérature bolchéviste distribuée en Amérique dénonce le militarisme. Le bolchévisme, en Russie, est maintenu par une armée permanente recrutée au moyen de la conscription parmi les éléments étrangers. Cette armée grandit rapidement et son but avoué est de conquérir l'Europe au bolchévisme. Elle est exercée par des militaires de carrière et on dit qu'en ce moment elle est excellemment disciplinée. Comme importance, l'armée occupe le premier rang en Russie.

LA VALEUR DE L'ARGENT

Les presses à imprimer de Russie ont été très occupées à l'impression inconsidérée de quantités prodigieuses de papier-monnaie, au point que ce papier est pratiquement sans valeur. Dans une récente interview Lenine a déclaré que son but en fabriquant ainsi de l'argent à profusion était de démontrer que le papier-monnaie était sans valeur. Comme résultat de cette émission anormale de billets, sans la garantie correspondante en réserve d'or ou d'autre numéraire, les prix des choses nécessaires à la vie, et tout particulièrement des denrées alimentaires, a augmenté dans la même proportion. Bien que le travail soit payé à un prix très élevé, la valeur d'achat des salaires est pratiquement nulle. Par exemple, une rouble vaut nominalement 53 cents, mais la farine de blé se vend 20 à 25 roubles la livre, le riz 40 et le beurre 100 roubles.

LIBERTE DE LA PRESSE

Les bolchévistes en Amérique proclament la liberté de la presse et dénoncent toutes les formes de censure. En Russie, il n'y a que les journaux bolchévistes qui sont tolérés. On peut dire la même chose de la liberté de parole et de réunion. Une immense assemblée de 10,000 ouvriers a été tenue aux usines Putiloff et l'on y a adopté une résolution protestant, entre autres choses, contre "le maintien compulsoire des ouvriers dans les usines et les manufactures et *contre la tentative de les priver de leurs droits élémentaires, la liberté de parole et de réunion, l'inviolabilité des personnes, etc.*"

TYRANNIE DU BOLCHEVISME

(*Reproduit d'un rapport présenté à la Chambre des Communes britanniques.*)

Le 10 mars, une grande assemblée a été tenue aux usines Putiloff; 10,00 hommes étaient présents, et une résolution a été adoptée. avec seulement vingt-deux voix dissidentes, et encore, ces dernières venaient de parfaits étrangers n'ayant aucun rapport avec les usines. Les extraits suivants donnent la teneur de la résolution:

"Nous, les ouvriers des usines du quai Putiloff, déclarons devant toutes les classes ouvrières de Russie et de l'univers, que *le gouvernement bolchéviste a trahi les idéals élevés de la Révolution d'octobre, et qu'il a ainsi trahi et trompé les ouvriers et les paysans de Russie;* que le gouvernevent bolchéviste, agissant comme autrefois en notre nom, n'a plus l'autorité du Prolétariat et des paysans, et n'est plus que le pouvoir dictatorial d'un comité central du parti bolchéviste, usurpateur et gouvernant avec l'aide des commissions extraordinaires, des Communistes et de la police."

L'adoption de cette résolution fut votée aux cris de "A bas la dictature!" "A bas les Kommissars!" "Aux tribunaux les bourreaux et assassins bolchévistes!"

Le gouvernement prit des mesures pour empêcher toute nouvelle manifestation, et quiconque fut trouvé en possession de la résolution fut immédiatement arrêté.

Les délégués des usines Putiloff demandèrent que la résolution du 10 mars fût publiée dans la *Northern Commune* mais cette demande fut refusée par les Kommissars de l'Intérieur. Le 16 mars, Torin incitait les bolchévistes à tuer les révolutionnaires sociaux, et Zinoviev amena à Pétrograd un détachement de marins et de soldats de l'Armée Rouge. Cette force se composait d'étrangers, presque tous des Lettes et des Allemands. Durant les deux jours qui suivirent, 300 arrestations furent faites dans les usines et les gens soupçonnés d'être des chefs ou des Révolutionnaires Sociaux furent fusillés en masse.

NATIONALISATION DES FEMMES

On a nié, avec des preuves plausibles, que la nationalisation des femmes ait été prononcée en Russie; mais il est indubitable que des édits dans ce sens ont été promulgués par plusieurs des Soviets locaux et que l'on a, en plusieurs circonstances, essayé de mettre ces décrets à exécution.

PRATIQUE VS. IDEALISME

Parmi les extraits des journaux russes (bolchévistes, les seuls tolérés), réunis et publiés par le gouvernement britannique nous détachons les suivants:

Krasnaya Gazeta, organe de l'Armée Rouge, 1er septembre, 1918, sous le titre "Sang pour Sang":

"Nous allons convertir nos coeurs en acier que nous tremperons dans le feu des souffrances et dans le sang des soldats de la liberté. Nous allons rendre nos coeurs cruels, durs et insensibles, afin qu'ils ne tremblent pas à la vue d'un océan de sang ennemi. Nous allons rouvrir les écluses de cet océan. Sans merci, sans pitié, nous allons abattre nos ennemis par centaines. Qu'il y en ait des milliers; qu'ils se noient dans leur propre sang. Pour le sang de Lenine et d'Uritzki, de Zinoviev et de Vorodaski, qu'il y ait des flots de sang bourgeois... plus de sang encore, autant de sang que possible."

La Krasnaya Gazette écrit: "La bourgeoisie toute entière devra payer pour cet acte de terreur... Des milliers de nos ennemis devront payer pour la mort de Uritzki... Nous devons donner à la bourgeoisie une leçon sanglante... Mort à la bourgeoisie!"

Un attentat ayant été commis contre la vie de Lenine, une proclamation, signée "Peters," fut lancée par la Commission Extraordinaire :

"On répondra à ce crime par une "massive terreur". Malheur à ceux qui barrent la route de la classe ouvrière. Tous les notables représentants de la capitale seront envoyés aux travaux forcés, et leurs biens seront confisqués. Les contre-révolutionnaires seront exterminés, ils seront écrasés sous le lourd marteau du prolétariat révolutionnaire.

"Il faut que les Révolutionnaires Sociaux de Droite soient arrêtés immédiatement. Il faut qu'un nombre considérable d'otages soient pris parmi la bourgeoisie et les anciens officiers. A la moindre tentative de résistance, au moindre mouvement dans les cercles de la Garde Blanche, il faudra appliquer le fusillage en masse des otages. Toute hésitation, toute action irrésolue sur ce point de la part des Soviets locales seront sévèrement punies."

Borisoglebsk, 16 septembre.—Pour avoir tenté d'organiser un mouvement en opposition à la puissance Soviet, neuf contre-révolutionnaires d'ici ont été fusillés, soit—deux riches propriétaires terriens, six marchands et le "roi du maïs" local Vasiliev.—*Northern Commune,* 16 septembre, No 106.

Résolution adoptée par la Soviet du Premier District Urbain de Pétrograd :

"Cette assemblée salue le fait que la terreur est employée contre les Gardes Blanches et les classes supérieures de la bourgeoisie, et elle déclare que tout attentat à la vie de l'un ou l'autre de nos chefs recevra du prolétariat cette réponse que seront fusillés non seulement des centaines, comme cela se fait maintenant, mais de milliers de Gardes Blanches, de banquiers, de manufacturiers, de cadets (démocrates constitutionnels) et de Socialistes-Révolutionnaires de Droite."—*Northern Commune,* 18 septembre 1918.

"Pour terroriser nos ennemis il nous faut notre militarisme à nous. Il nous faut gagner à notre cause 90 milllions sur les 100 millions de population russe sous le règne des Soviets. Quant aux autres, nous n'avons rien à leur dire, il faudra les annihiler."—Discours de Zinoviev, rapporté dans la *Northern Commune,* 19 septembre, No 109.

Et ce ne sont là qu'un petit nombre de citations prises parmi des centaines du même ton.

Les désertions dans l'Armée Rouge sont considérées criminelles et passibles de la peine de mort, à la discrétion du Tribunal Militaire Révolutionnaire. Cette politique est énoncée dans une phrase, la suivante :

"Le déserteur n'a besoin ni de pain, ni d'un asile, mais d'une balle.— Le pain et l'asile ne sont dûs qu'à l'Armée Rouge du Prolétariat."—(Tribunal Militaire Révolutionnaire au front.)

UNE AUTOCRATIE, NON UNE DEMOCRATIE

La prétention qu'en Russie le bolchévisme est une démocratie idéale ou que c'est même une forme quelconque de démocratie est controuvée par les méthodes mêmes qu'il emploie. Tout prouve que c'est une autocratie poussée à l'extrême.

Il est autocratique jusque dans les articles de sa constitution, comme le font voir les extraits suivants:

39.—Le Conseil des Commissaires du Peuple notifie immédiatement tous ses ordres et résolutions au Comité Exécutif Central Russe.

40.—Le Comité Exécutif Central Rouge Tout-Russe a le droit de révoquer ou de suspendre tous les ordres et résolutions du Conseil des Commissaires du Peuple.

41.—Tous les ordres et résolutions du Conseil des Commissaires du Peuple qui ont une grande importance politique sont remis pour étude et approbation finale au Comité Exécutif Central Tout-Russe.

77.—Le tribunal suprême dans les questions d'élections est le Comité Exécutif Central Tout-Russe.

En d'autres termes, le Gouvernement Central, ce qui veut dire Lenine et Trotsky, est suprême absolument. Tout récemment les bolshévistes ont déclaré que le pouvoir absolu était nécessaire à l'accomplissement de leurs desseins.

CE N'EST PAS UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE

Tous les témoignages contenus dans nombre de rapports démontrent que ceux qui ont souffert le plus du nouveau régime ce sont les socialistes opposés aux méthodes et aux desseins des meneurs Soviets et qu'on les persécute sous la désignation de "contre-révolutionnaires". Le plus important c'est que nous ayons les déclarations des deux chefs eux-mêmes, Lenine et Trotsky, exprimant leurs principes et leurs intentions qui ne sont ni socialistes ni démocratiques.

Trotsky, passant sa Garde Rouge en revue, dit:

"L'effondrement des pouvoirs centraux peut être un grand triomphe pour la Russie, mais si nous ne savons pas en profiter comme il faut en portant un grand coup aux Impérialistes d'Angleterre, de France et d'Amérique, ce sera une grande infortune....

"Soldats de la Garde Rouge! Maintenant que vous avez extirpé de votre pays les Mensheviki et les Révolutionnaires-Socialistes, vous devez les attaquer sans faiblir à l'étranger."

PAS DE PAIX EN RUSSIE

La Russie a cru que la nouvelle forme de gouvernement lui apporterait la paix et la prospérité. Elle a eu la guerre, la guerre civile, à la place.

LA RUSSIE N'EST PAS LIBRE

Elle espérait être heureuse et libre. Elle a été terriblement malheureuse et assujettie à un régime sous lequel, excepté quand elle devient une forme de licence, la liberté est inconnue.

LES PAYSANS SANS TERRE

Les paysans s'attendaient à ce que toutes les terres de la Russie leur seraient distribuées. C'est pour cela qu'ils ont appuyé la Révolution bolchéviste. Ils n'en possèdent pas un pouce et sont excessivement misérables dans l'état actuel des affaires.

RELIGION

Toutes les propriétés religieuses en Russie ont été confisquées et c'est maintenant un pays sans églises. Et quand l'on dit que toutes les églises sont sur un pied d'égalité cela veut vraiment dire qu'elles n'y ont aucun status quelconque·

EDUCATION

L'éducation n'est pas mieux traitée que la religion. Les écoles qui existent sont menées d'après le principe qui les confient à la direction de comités composés des enfants eux-mêmes et on n'y constate ni discipline ni progrès.

LE TRAVAIL PRIVE DE SES AMIS

Pour ce qui est de la facilité fournie au travail de recevoir la juste part de ses efforts consciencieux, une doctrine dont le bolchévisme se réclame et qui est sa justification, les ouvriers en Russie sont dans un embarras plus grand que jamais. Leurs salaires sont réglés par leurs propres comités ou Soviets et ils sont nominalement élevés, mais ils sont payés par le gouvernement avec une monnaie pratiquement sans valeur. Le peu de nourriture que l'on peut se procurer coûte des prix hors de toutes proportions.

RESUME DES FAITS

Les faits, la preuve, au sujet du régime bolchéviste en Russie, peuvent se résumer comme suit:

Le gouvernement de Kerensky aurait réorganisé la Russie et aurait continué à aider dans la lutte contre l'Allemagne n'eussent été les bolchévistes.

Si la Russie n'avait pas failli à ses obligations envers les Alliés, la guerre aurait été gagnée une année plus tôt, et des centaines de mille existences auraient ainsi été épargnées.

Les bolshévistes ne se maintiennent au pouvoir que par la terreur—il faut qu'ils tuent du monde pour régner.

Ils ont assassiné et pillé au-delà de toute imagination.

Ils ont supprimé la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté individuelle.

Ils n'ont pas tenu d'honnêtes élections, et ils refusent aux Soviets toute autorité locale dans leur propre milieu.

Ils ont publié des décrets promulguant la nationalisation des femmes, et si ces décrets n'ont pas été appliqués, comme ils le prétendent, ils ont, néanmoins rendu des lois sur le mariage et le divorce qui sont en-dessous des moeurs barbares.

L'industrie est totalement paralysée. Le pays est mourant d'inanition.

Sur un ordre de l'Allemagne ils se sont rendus coupables de la plus lâche trahison envers les Tchéco-Slovaques.

Après avoir détruit l'armée russe ils ont établi la conscription pour combattre, non pas les Allemands mais le peuple russe lui-même.

Ils ont déprécié la valeur de l'argent à tel point qu'on ne peut se procurer la nourriture qu'en l'échangeant pour des vêtements. Lorsque les vêtements furent épuisés les russes pauvres dûrent mourir de faim.

Ils ont exécuté, sans aucune forme de procès, des milliers de personnes (Gorky dit 10,000), les arrêts de mort étaient signés par Peters, un anarchiste connu de la police de Londres.

Ils ont fusillé de nombreux socialistes dont le seul crime était de dénoncer les excès bolchévistes.

Ils ont refusé de tenir des élections et ont supprimé les journaux qui critiquaient leurs actes.

Ils ont rétabli la police secrète augmentée d'une bande innombrable de délateurs.

Ils ont aboli la religion et les services religieux; les rites du mariage, même lorsqu'ils étaient prononcés, étaient dissouts au caprice de l'homme.

Ils ont aboli toute loi, à part celle contenue dans les décrets des Soviets.

SYNTHESE DU BOLCHEVISME

Le Dr Nathalie Wintsch-Maleef, dans une brochure publiée récemment, cite un compte rendu pris dans les journaux bolchévistes, en Russie, faisant la synthèse de toutes leurs déclarations de sorte que l'on ne puisse pas prétendre que le rapport était inspiré par les calomnies des anti-bolchévistes. L'article se résume comme suit:

Les écoles ne fonctionnent pas;
Les manufactures sont fermées ou démolies;
Dans plusieurs endroits, on a retourné au troc, c'est-à-dire à l'échange;
Le travail obligatoire est imposé à beaucoup de citoyens mais pas à tous;
L'esclavage est pratiqué dans les camps de concentration;
La taxe et la dîme sont imposées à tous ceux qui ne sont pas de la Garde-Rouge;
Prolétariat officiel, ou Soviettiste;
Les anti-révolutionnaires sont expulsés;
L'expropriation consiste à installer le pauvre dans les appartements des bourgeois et à placer ces derniers dans les bouges;
Les réquisitions sont faites par des bandes de gens armés, comme au temps de la féodalité;
Les idées sont subordonnées à la force;
La vengeance sur délation remplace les recherches de la justice;
Le droit de manger est refusé à quelques-uns;
Le travail organisé ne peut subsister que s'il est bolchéviste.

Toute la situation se résume comme suit: Les habitants de Pétrograd sont sur le point de mourir d'inanition; ceux qui sont classifiés comme "Bourgeois" par les bolchévistes, reçoivent, tous les deux jours, un petit hareng. Le mécanisme entier du gouvernement est dans la confusion, il est dirigé par des gens inexpérimentés ou incapables. Le grand espoir des bolchévistes, c'est de réduire tous les autres pays au même état que la Russie. Les bolchévistes regardent les Démocrates-Sociaux comme leurs pires ennemis.

LES SOCIALISTES DEFIENT LES BOLCHEVISTES

Le 13 juillet, 1918, le parti des Socialistes-Révolutionnaires et le Parti ouvrier Social-Démocratique Russe ont lancé un appel aux Socialistes d'Europe et proposé l'envoi en Russie d'une commission socialiste internationale chargée d'y faire les investigations nécessaires pour répondre aux questions suivantes:

1.—Avons-nous raison, oui ou non, de dire que le gouvernement bolchéviste a dégénéré en un instrument réactionnaire qui, bien que se couvrant des mots "la volonté des ouvriers et paysans", n'hésite pas à adopter les mesures d'oppression les plus extrêmes et les plus violentes contre ces mêmes ouvriers et paysans?

2.—Avons-nous raison de dire que le gouvernement bolchéviste n'a pas maintenant d'autre but que de se maintenir à tout prix au pouvoir et que, pour atteindre ce but, il est prêt à sacrifier toutes les conquêtes de la Révolution, et se retranche derrière un système de terreur dirigé non contre la bourgeoisie, mais contre les autres partis socialistes et la masse du prolétariat et des paysans représentée par ces derniers, et que, finalement, pressé de se justifier aux yeux du vainqueur étranger, il n'a pas hésité, au sujet de l'incident de Mirbach, à étaler à ses pieds les cadavres de 200 de ses propres compatriotes socialistes-révolutionnaires?

3.—Avons-nous raison de dire que le bolchévisme n'a rien fait pour appliquer les principes socialistes et n'a réussi seulement qu'à ruiner l'industrie et à produire le chômage et la famine universels?

4.—Avons-nous raison de dire que le gouvernement bolchéviste nous interdit toute possibilité de discuter librement et de lutter pour ce que nous considérons la seule chance de salut de la Russie, c'est-à-dire, la convocation d'une Assemblée Constituante et la restauration du mode populaire d'administration locale—l'administration aux mains du peuple?

5.—Les bolchévistes ont-ils raison d'affirmer que tous les autres partis socialistes russes ne cherchent pas à délivrer les classes ouvrières de l'oppression despotique d'une petite minorité, mais que, de concert avec les bourgeois et les éléments monarchistes, ils veulent provoquer dans le pays une contre-révolution?

Cet appel fut signé, pour le parti Socialiste-Révolutionnaire, par Nicholas Rusanev, et, pour le parti Social-Démocratique, par Axelrod, deux *chefs vétérans du mouvement révolutionnaire en Russie.*

CHAPITRE III

PROBLEMES OUVRIERS ET LEUR SOLUTION

VOUS connaissez maintenant les horreurs sanglantes du bolchévisme. Elles prouvent que la tyrannie est rendue possible par la faiblesse morale de l'homme. Ce fléau général a été dénoncé par le Congrès International socialiste et travailliste qui a eu lieu à Berne, Suisse, en février dernier, auquel j'avais l'honneur d'assister comme l'un des délégués du Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Pendant que le radicalisme outré projetait la désorganisation sociale, le syndicalisme ouvrier, au lieu de pousser à la rébellion, cherchait à supprimer le bolchévisme en essayant de s'interposer entre les deux dictatures, celle du travail et celle du capital, pour obtenir la coopération des deux.

Le bolchévisme fera peu de progrès dans l'esprit de l'ouvrier organisé s'il n'est pas exploité et que sa vie vaille la peine d'être vécue.

Il faut que toutes les classes envisagent carrément le problème, c'est la révolution ou la réforme sociale. En dissimuler les terreurs serait extrêmement insensé; atténuer les conditions qui existent non seulement en Europe mais ici même serait pure démence.

Ouvriers, financiers, capitalistes, patrons, rois (et ils sont aujourd'hui rares), premiers ministres, présidents, publicistes, membres du clergé, tous cherchent la solution du problème lorsque cette solution nous l'avons sous la main.

Le problème est d'éliminer le parasite. L'oisif ne vaut pas mieux qu'un mort, tout en prenant plus de place. Celui qui vit du travail des autres est une menace pour la société et pour lui-même, et le chef de famille qui travaille de ses mains et de sa tête doit être allégé de son fardeau.

C'est le capital—non pas le TRAVAIL ORGANISE—qui a semé ce qui produit aujourd'hui le malaise et le mécontentement. Les problèmes que nous avons à résoudre sont considérables, d'une importance vitale et de solution difficile. Nous ne pouvons pas espérer les résoudre par des efforts intermittents ou par une rébel-

lion insensée. Le bolchévisme qui empoisonne actuellement le monde et qui pousse les hommes à la folie et au désespoir n'accomplira rien; c'est le travail qui triomphera par l'union persévérante qui conduit au succès.

Pour éviter l'esprit de révolte et la terreur qui menacent partout et ici même, il faut d'abord faire disparaître l'irritation dont se nourrit le mécontentement, et appliquer au travail de construction l'énergie tentée de se manifester par la violence et par la destruction.

Cette force constructive, c'est le grand mouvement "trade-unioniste" international. Il est opposé au bolchévisme du patron aussi bien qu'au bolchévisme de l'ouvrier. Il représente vraiment le travail et ce qu'il y a de meilleur dans la société. Il défend la liberté, la justice et la démocratie contre le terrorisme, l'injustice et l'autocratie. Le plus tôt les patrons réactionnaires de tous pays —et du Canada en particulier—le comprendront, le mieux ce sera pour tous les intéressés et pour le pays en général. La plus grande partie du désordre provient du fait que quelques-uns sont trop imbus de leur conception particulière et ne veulent pas se soumettre au verdict de la majorité. Le "radical" comme le "réactionnaire" est impatient, et, presque toujours intolérant.

Le fait que des hommes mêlés au mouvement ouvrier depuis des années n'acceptent pas d'emblée des innovations qui ébranlent profondément l'organisation à laquelle eux et leurs camarades doivent tout, n'a rien d'extraordinaire. Ils ont tant vu de leurs compagnons durant la dernière décade se bercer si souvent d'illusions pour revenir ensuite aux méthodes simples et pratiques de chaque jour, qui produisent des résultats, qu'ils réfléchissent, non seulement une fois mais plusieurs fois, lorsqu'on leur demande d'accepter quelque doctrine nouvelle qui doit conduire l'ouvrier dans le Nouvel Eden du jour au lendemain. La plupart des syndicalistes—et je suis moi-même de ceux-là—qui ont été dans le mouvement un certain nombre d'années ont passé la période des illusions. On trouvera ici leurs conclusions, résultat de la dure et froide expérience, qui est la "MEILLEURE ECOLE DU MONDE".

Résoudre tout le problème ouvrier est certainement une grosse tâche, mais elle peut être accomplie avec la coopération de tous ceux qui ont à coeur le bien-être et l'intérêt du peuple. L'un des plus

efficaces moyens de coopération est de prêcher l'adoption par tous les pays civilisés de la nouvelle charte internationale du Travail rédigée et complétée après de longues heures d'études et de longs jours passés à coordonner les meilleures idées modernes en matière de législation sociale, au Congrès Syndicaliste International, à Berne, Suisse, en février dernier, et adoptée ensuite par la Conférence Socialiste et Ouvrière Internationale au même endroit.

CHARTE DU TRAVAIL

Formulée et adoptée à la Conférence syndicale internationale, à Berne, Suisse, en février 1919, et adoptée ensuite par la Conférence socialiste et ouvrière internationale.

''Sous le régime du travail salarié, la classe capitaliste cherche à augmenter son profit en exploitant les travailleurs dans la plus forte mesure possible. Ces méthodes, si elles ne sont pas limitées, amènent nécessairement la déchéance physique, morale et intellectuelle des travailleurs et de leur descendance. Elles entravent le développement de la société, dont l'existence même peut ainsi être compromise.

''La tendance du capitalisme à provoquer la dégradation de la classe ouvrière ne peut être arrêtée complètement que par l'abolition de la production capitaliste elle-même. Mais auparavant elle peut être atténuée considérablement, aussi bien par la résistance de l'organisation ouvrière que par l'intervention de l'Etat. Cette double action protège la santé des travailleurs; elle leur conserve la vie de famille; elle leur donne la possibilité de se développer intellectuellement et leur permet ainsi de remplir leurs devoirs de citoyen dans la démocratie moderne.

''Les limites que se pose le capitalisme sont très différents dans les divers Etats. La concurrence déloyale, qui donne une avance aux pays arriérés, met en danger l'industrie et la classe ouvrière des pays avancés. Pour coordonner les différences qui existent entre les lois de protection ouvrière, adoptées dans les divers pays, il est devenu nécessaire, depuis longtemps, de créer un système de législation ouvrière internationale. La nécessité de cette réforme est devenue doublement urgente à la suite des terribles bouleversements et des ravages énormes que la guerre a fait subir aux forces populaires. Mais, en même temps, nous voyons aussi la possibilité de l'obtenir par la création de la Société des Nations, qui semble imminente.

''La Conférence de Berne demande que la Société des Nations considère comme une de ses tâches primordiales de créer une législation internationale de protection du travail et d'en assurer l'application. Elle s'en réfère aux résolutions des conférences syndicales internationales de Leeds et de Berne, et, sans vouloir porter atteinte aux résolutions actuellement plus larges des syndicats, elle entend que les revendications minima suivantes, déjà appli-

quées partiellement dans divers pays, soient incorporées dans le droit international par la Société des Nations, au moment de la conclusion de la paix.

"1. La Conférence considère que l'enseignement primaire est obligatoire dans tous les pays, que l'apprentissage et l'enseignement professionnel général doivent être établis dans tous les pays. L'enseignement supérieur doit être libre et accessible à tous; les aptitudes et les aspirations ne peuvent être contrariées par les conditions matérielles dans lesquelles les jeunes gens se trouvent placés.

"Les enfants au-dessous de l'âge de 15 ans ne pourront être employés dans l'industrie.

"2. Les jeunes gens de 15 à 18 ans ne seront pas employés plus de six heures par jour, avec une heure et demie de repos après quatre heures de travail. Pendant deux heures par jour, les jeuns gens des deux sexes assisteront à des cours complémentaires d'instruction technique institués en leur faveur et qui auront lieu entre six heures du matin et huit heures du soir. Les jeunes gens doivent pouvoir disposer du temps nécessaire à la fréquentation de ces cours.

"L'emploi des jeunes gens sera prohibé:

(a) entre huit heures du soir et six heures du matin; (b) les dimanches et jours fériés; (c) dans les industries insalubres; (d) dans les mines souterraines.

"3. Les ouvrières bénéficieront du repos de l'après-midi du samedi et ne travailleront que quatre heures dans cette journée, les exceptions qui s'imposent dans certaines industries seront compensées par une demi-journée de repos pris sur un autre jour de la semaine.

"Les ouvrières ne pourront travailler la nuit. Il sera interdit aux industriels de fournir du travail à domicile après les heures de travail régulières. Les femmes ne seront pas employées dans les travaux dangereux pour lesquels il est impossible de créer des conditions d'hygiène suffisante, par exemple, dans les mines souterraines, et où le maniement des matières nocives est nuisible à la santé des constitutions faibles.

"L'emploi de la femme sera interdit, à l'occasion de son accouchement, pendant dix semaines dont quatre avant et six semaines après.

"Un système d'assurance pour le cas de maternité sera établi dans tous les pays, et des compensations seront payées pour les cas de maladie. Le travail de la femme doit être libre et basée sur le principe *à travail égal, salaire égal.*

"4. Les heures de travail ne doivent pas excéder huit heures par jour ou 48 heures par semaine. Le travail de nuit de huit heures du soir à six heures du matin sera interdit, excepté dans les cas rendus inévitables par des raisons techniques ou par la nature du travail lui-même.

"Dans les cas où le travail de nuit sera rendu nécessaire, le salaire sera majoré sur celui du jour.

"5. Le repos du samedi après-midi sera introduit dans tous les pays. Le repos hebdomadaire sera d'une durée d'au moins 36 heures. Lorsque la nature du

travail exigera le travail du dimanche, le repos hebdomadaire sera accordé pendant la semaine. Dans les industries à feu continu, les équipes seront relevées de façon à donner vacances aux ouvriers alternativement chaque deuxième dimanche. Ces dispositions devront naturellement s'adapter aux pays et aux milieux qui ont un autre jour de repos.

''6. Dans l'intérêt de la protection sanitaire et pour se protéger contre les accidents, les heures de travail seront réduites à moins de huit heures dans les industries dangereuses. L'emploi de matières nocives est interdit dans tous les cas où il est possible de les remplacer par d'autres. Il sera établi une liste de poisons industriels à prohiber; l'emploi du phosphore blanc et du blanc de céruse dans les travaux de décoration sera interdit. Un système d'accouplement automatique sera appliqué internationalement dans les chemins de fer.

''7. Toutes les lois et règlements concernant la protection du travail industriel seront appliqués en principe aux industries domestiques; il en sera de même des assurances sociales.

''(a) Les travaux qui pourront procurer de l'empoisonnement et nuire à la santé; (b) Les industries alimentaires y compris la confection des sacs et cartonnages destinés à contenir des aliments; (c) Pour les industries domestiques, la notification des maladies infectieuses sera rendue obligatoire et le travail interdit dans les habitations où ces maladies auront été reconnues. L'inspection médicale sera appliquée à cette situation.

''Dans les industries domestiques, il devra être dressé des listes des ouvriers et ceux-ci devront être en possession de livrets de salaire. Des comités de représentants d'employeurs et d'ouvriers seront constitués dans toutes les régions contenant des industries domestiques et ces comités auront le pouvoir légal de fixer le taux des salaires. Ces taux de salaire devront être affichés dans les locaux de travail. Les travailleurs ont la liberté de coalition et d'association dans tous les pays. Les lois et décrets soumettant certaines classes de travailleurs à des conditions spéciales vis-à-vis d'autres catégories et qui les privent du droit de coalition et d'association et les empêchent de faire valoir leurs intérêts sont abrogés. Les travailleurs émigrants jouiront des mêmes droits que les travailleurs des pays dans lesquels ils se rendent et cela par rapport à la participation au mouvement syndical y compris le droit de grève. Des sanctions seront prises contre ceux qui s'opposeront aux droits de coalition et d'association.

''8. Les ouvriers étrangers ont droit au salaire et aux conditions de travail convenus entre les syndicats et les employeurs de toutes les branches de l'industrie. A défaut de convention, les travailleurs étrangers auront droit au salaire en vigueur dans la localité où ils se sont rendus.

''9. L'émigration est libre d'une manière générale. Cette règle subira des exceptions dans les cas suivants:

''(a) Un état pourra limiter temporairement l'immigration dans les périodes de dépression économique, afin de protéger les travailleurs indigènes aussi bien que les ouvriers émigrants;

"(b) Tout état a le droit de placer l'immigration sous contrôle dans l'intérêt de l'hygiène publique et d'interdire l'immigration pendant un certain temps;

"(c) Les états peuvent exiger des immigrants qu'ils sachent lire et écrire dans leur langue maternelle, ceci dans le but de maintenir un minimum d'éducation populaire et de rendre possible l'application efficace de la législation du travail dans les branches d'industrie employant des immigrés. Mais ces exceptions ne pourront être admises que d'accord avec la Commission prévue à l'article 15.

"Les états contractants s'engagent d'introduire sans retard des lois interdisant l'engagement de travailleurs par contrat pour aller travailler à l'étranger et de mettre ainsi un terme aux abus des agences de placement privé. Le contrat d'engagement préalable est interdit.

"Les états contractants s'engagent à adresser des statistiques du marché du travail en se basant sur les rapports publiés par les Bourses du travail, pratiquant mutuellement l'échange des renseignements aussi souvent que possible, par l'intermédiaire d'un office central international. Ces statistiques seront communiquées aux unions syndicales de chaque pays. Aucun travailleur ne sera expulsé d'aucun pays pour action syndicale, il aura le droit de recourir devant les tribunaux pour appeler de la mesure d'expulsion.

"En outre, les états contractants convoqueront aussi rapidement que possible une conférence internationale chargée de prendre des mesures efficaces contre l'avilissement de la puissance d'achat des salaires et en assurer le paiement en une monnaie non dépréciée.

"10. Dans le cas où les salaires sont insuffisants pour assurer une vie normale et s'il est impossible d'amener un accord entre les ouvriers et les patrons, le gouvernement instituera des commissions mixtes, chargées d'établir des salaires minima.

"11. Afin de combattre le chômage, les centrales syndicales des différents pays entretiendront des relations pour favoriser l'échange des informations relatives aux demandes et aux offres de travail. Un système d'assurance contre le chômage sera institué dans chaque pays.

"12. Tous les travailleurs seront assurés par l'état contre les accidents du travail. Les dommages à payer aux intéressés et à ceux qui en dépendent seront fixés conformément aux lois du pays où se trouve le siège de l'exploitation. Des lois d'assurance en faveur des veuves et des orphelins, de la vieillesse et de l'infirmité seront instituées avec valeur égale pour les indigènes et les étrangers.

"Un travailleur étranger quittant le pays où il travaille, pourra, s'il a été victime d'un accident de travail, recevoir une somme globale au lieu d'une rente annuelle, si un arrangement dans ce sens a été conclu entre l'état du pays où il a travaillé et son pays d'origine.

"13. Un code international spécial sera créé pour assurer la protection des travailleurs de la mer; il sera appliqué en collaboration avec les syndicats de marins.

"14. La mise en vigueur de ces dispositions sera confiée dans chaque pays aux inspecteurs du travail. Ces inspecteurs seront choisis parmi les experts techniques, sanitaires et économistes et assistés par des employés ouvriers des deux sexes.

"Les syndicats professionnels contrôleront l'application des lois concernant le travail. Les employeurs occupant au moins cinq ouvriers de langue étrangère afficheront les règlements du travail et les autres notifications importantes dans les langues respectives des ouvriers et devront faire enseigner, à leurs propres frais, aux ouvriers qu'ils occupent, la langue du pays.

"15. Dans le but de mettre en application la législation internationale du travail, les états contractants créeront une commission permanente constituée en parties égales par des délégués des états membres de la Société des nations et de la Fédération internationale des syndicats ouvriers.

"Cette commission permanente convoquera chaque année une conférence des délégations des états contractants, dans le but de perfectionner la législation internationale du travail. Cette conférence devra comprendre la moitié de représentants de travailleurs organisés de chaque pays; elle aura le pouvoir de prendre des résolutions ayant force légale internationale."

Dans l'application de cette Grande Charte, la plus complète que le monde asservi ait jamais vue, se trouve la liberté.

Examinez, scrutez, étudiez cette charte contenant le minimum des demandes du travail organisé, qui, en aucune façon, ne verse dans l'utopie, mais qui repose sur la "large base de la volonté populaire", et comparez-la aux excès du régime bolchéviste qui se commettent en Russie ou que ses chefs prêchent dans le monde entier. Vous avez là, d'un côté, le maximum de la folie et, de l'autre, une charte claire qui frappe l'imagination sans paralyser la raison.

Ces propositions auraient paru étranges, il y a dix ans, mais, en cet âge de révélations, elles s'harmonisent parfaitement avec les tendances du temps.

Les théocracies grossières du temps passé sont disparues.

Combien de législateurs, de patrons aussi bien que d'ouvriers sont suffisamment émancipés pour prendre cette charte à coeur, faire de la coopération sociale un instrument de progrès, de la loi un frein réel, de l'instruction une fonction d'état? Alors, qu'ils s'affranchissent et se mettent à l'oeuvre immédiatement.

La solution du problème ouvrier est aussi vieille que le monde et elle est comprise dans le commandement: "Faites aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fît". Seule elle peut refouler l'anarchie et la Révolution Rouge jusqu'à leurs sources.

Au-dessus des malaises et des désordres qui semblent surgir de toutes les parties du monde apparaissent des perspectives plus rassurantes. L'aurore d'une vie meilleure et plus complète s'allume comme un phare. La transformation des masses s'annonce, non dans une terre promise, mais dans le monde tel qu'il est et tel qu'il devrait être quand la Grande Charte du Travail se sera révélée comme l'étoile directrice de toutes les aspirations ouvrières.

Repoussé des gouvernements, de l'industrie, de la politique et de la diplomatie, le travail revient par une nouvelle porte tournant sur les gonds de la coopération forgée par la guerre.

J'espère que ces quelques lignes exprimées sans prétention mais avec la conscience satisfaite d'avoir fait ma quote-part pour démontrer le danger des doctrines bolchévistes—danger d'autant plus grand que le peuple souffre davantage—contribueront à convaincre qu'il y a plus à attendre de la froide raison que de théories utopistes et de chimères, car l'esprit transforme en vertu la perversion morale, et empêche le greffage de principes éthiques sur les saines doctrines sociales et politiques.

Ma question recevra assurément une réponse: "Bolchévisme ou Travail Organisé.—Lequel?"

